



Echos et Commentaires



Bons aussi pour nous

Bons aussi pour nous ces exhortations et ces conseils qu'un ami de la terre et de la saine classe rurale a écrits en France pour le lendemain de la guerre :

* * *

“Même si la natalité s'accroît, la campagne n'est pas encore sûre de garder ses enfants: il faut un redressement de l'école publique. Je suis persuadé que nombre d'instituteurs s'imaginent être quittes envers la France agricole lorsqu'ils ont fait apprendre quelques leçons de botanique élémentaire, expliqué certaines méthodes de culture, soit des régions voisines du village, soit des pays lointains, appelé l'attention de l'élève sur la grande carte murale où sont indiquées les principales productions de la France: ici, le blé; là, le vin; ailleurs, la châtaigne; ailleurs, l'olive, et donné un aperçu, qu'ils croient historique, de la condition des paysans avant la Révolution et depuis. Leur intention n'est pas de provoquer l'émigration des enfants qui les écoutent. Cependant celui qui méoite un peu sur l'école aperçoit vite qu'elle est tournée à faire des demi-savants, des commis aux écritures, des gens qui ne se plaisent point où ils sont. Le métier n'y est pas vanté comme un emploi magnifique de la vie. L'idéal n'est ni rural, ni ouvrier: il est bourgeois, c'est-à-dire exceptionnel, c'est-à-dire fâcheux. Que j'aimerais une école où l'on enseignât, non pas l'agriculture, — la leçon se donne en plein air et derrière la charrue, — mais à aimer l'agriculture; où l'enfant apprit à considérer comme un roi son père, maître dans sa ferme, et comme enviable et belle la vie de grand labeur de qui toutes les autres dépendent, et qui ne dépend point d'elles!

* * *

J'ai dit que l'école primaire n'inclinait point les enfants de la campagne vers les travaux de la campagne, qu'elle ne leur donnait pas plus le goût d'un autre travail manuel, qu'elle s'inspirait d'un vague idéal bourgeois, et laissait croire à des fils de paysans et d'ouvriers capables de devenir indépendants, honorés et riches dans le métier, qu'ils s'élevaient en quittant la terre ou l'atelier, et en devenant des chercheurs de petites places, d'un profit immédiat et sûr, mais sans libre avenir. L'erreur est tout à fait grave. Elle est cause, en partie, de l'abandon du sol. Plusieurs instituteurs m'ont écrit, reconnaissant la justesse du

reproche, et se déclarant tout disposés à développer, dans leur école, l'enseignement de l'agriculture, pourvu que le ministre les y invitât. Je ne doute pas de ces bonnes volontés. Mais je ne pense pas, et pour plusieurs raisons, que l'instituteur soit fait pour enseigner un métier, même un peu. Qu'il honore la condition des hommes parmi lesquels il vit, qu'ils les comprennent, qu'il les aime: et voilà l'origine de beaucoup de vocations, ces appels de l'honneur aussi souvent que du profit. Une école primaire où l'on apprendrait aux enfants le cathéchisme, c'est-à-dire les règles les plus belles, les plus agissantes et les plus certaines de la vie morale; une histoire de France assez bien comprise pour qu'ils fussent tous fiers d'être français; une histoire locale qui leur donnât l'intelligence de leur province et du respect pour leurs grands-pères; puis les éléments de géographie mondiale, nécessaires aujourd'hui dans toutes les carrières où l'on commence; cette école-là serait une école parfaite. Les métiers doivent être enseignés à part.

Si l'on veut, par exemple, ramener des hommes à la campagne, et développer cette richesse naturelle par quoi nous sommes supérieurs à tant d'autres Etats, le gouvernement devra laisser les Frères libres de rouvrir les établissements d'apprentissage agricole qu'ils avaient fondés en diverses régions, et dont la fermeture a été une si grande faute. Un praticien de beaucoup d'expérience me disait à ce propos: “C'étaient là, au premier degré, des œuvres de charité en faveur des pauvres de nos villages et de nos hameaux; elles ont donné à la culture bien des bras que la misère aurait mal employés; elles ont fait des ouvriers; d'autres maisons formaient de bons contremaîtres; les unes et les autres étaient nécessaires, et doivent être rétablies, comme de belles routes françaises qu'un obus aveugle a détruites. “Les écoles supérieures d'agriculture, celles de l'Etat, celles des universités libres, doivent être développées, aidées, protégées. Il faudra comprendre que ces grandes écoles rendraient à la France un bien beau service, en créant des sortes de filiales moins savantes, des écoles d'apprentissage, appropriées aux cultures de la région, et où seraient enseignées les meilleures méthodes d'agriculture et d'horticulture. Ne croyez-vous pas que des écoles de culture maraîchère seraient vite peuplées, dans un pays où toutes les villes sont enveloppées d'une banlieue grandissante de jardins potagers? Il me semble qu'on trouverait des modèles en Hollande, et qu'on en eût trouvé en Belgique, il y a quelques mois. Ne pensez-vous pas qu'une chambre d'agriculture, analogue aux